

## Évolution des moyens de subsistance

P. Mbatha<sup>1</sup>

Les communautés côtières des zones rurales d'Afrique du Sud et du Mozambique ont toujours assuré leur subsistance et celle de leurs familles grâce à la pêche et aux produits de l'agriculture et des forêts. En dépit des différences culturelles qui les distinguent, les communautés des deux pays partagent le même passé colonial caractérisé par la vulnérabilité et les inégalités patentes durant la période de l'apartheid, dans le cas de l'Afrique du Sud, et pendant la guerre civile au Mozambique, un passé qui a façonné les moyens de subsistance auxquels ces communautés ont eu recours. Des recherches conduites dans les deux pays par ma collègue Mayra Pereira et moi-même ont mis en évidence une nette caractérisation sexospécifique des moyens de subsistance, de même que les différences de choix, de solutions et de stratégies d'affrontement des hommes et des femmes dans le contexte dynamique de la pêche côtière.

Dans les deux pays, les femmes n'ont guère le choix de leurs moyens de subsistance. La plupart de leurs activités tournent autour de la consommation du ménage, et leurs gains sont très réduits. Dans des villages tels que Josina Machel, Conguiana et Gala dans les provinces mozambicaines d'Inhambane et de Maputo, la pêche et le tourisme sont dominés par les hommes et les deux secteurs sont étroitement imbriqués, vu que le tourisme assure le gros des gains financiers des pêcheurs locaux. Les femmes interviennent principalement dans les activités de valorisation (transformation, vente et commercialisation des ressources marines) qui leur donnent une certaine autonomie. Les petits élevages, les jardins potagers et les arbres fruitiers permettent de nourrir les familles et de ramener quelque argent.

À l'inverse, la relation entre pêche et tourisme est peu développée en Afrique du Sud, mais les femmes des zones rurales y ont un rôle beaucoup plus important et sont très impliquées dans l'exploitation des ressources. Néanmoins, pour les femmes désireuses d'assurer leur subsistance dans des villages comme Sokhulu et Mbonambi, dans la province du KwaZulu-Natal à l'est du pays, les perspectives sont plus que réduites. Les femmes ramassent des moules brunes dont la vente est interdite dans la majorité de la région. Cette pêche n'est autorisée qu'une fois par mois et les femmes qui ont des permis de pêche ne peuvent pas en récolter plus de 25 kg par mois, ce qu'elles jugent insuffisant pour assurer leur sécurité

alimentaire. Ces femmes veulent avoir d'autres débouchés économiques, comme des marchés artisanaux où elles pourraient vendre les objets de leur fabrication tels que nattes, paniers, ornements et bijoux. Dans plusieurs villages du KwaZulu-Natal, elles ont passé des accords de cogestion de la pêche des moules avec l'organisme provincial de protection de la nature, ce qui a permis à quelques-unes d'entre elles de se faire employer comme monitrices de pêche. Ces accords ont aussi débouché sur quelques activités rémunératrices nouvelles.

En Afrique du Sud, les femmes de la région du Transkei, aujourd'hui intégré à la province du Cap-oriental, pêchent la moule brune pour nourrir leurs ménages, mais aussi des huîtres et des langoustes qui sont vendues aux secteurs de l'industrie et du tourisme et contribuent également à l'alimentation des ménages. Les maigres gains qu'elles retirent de ces activités servent à habiller les enfants et à payer les frais de scolarité.

Les inégalités entre les sexes perdurent alors même que les femmes ont accès à des activités rémunératrices variées dans les deux pays. Les systèmes patriarcaux et patrilinéaires gouvernent l'utilisation des ressources côtières, les conditions de vie et les chances de tirer parti des débouchés en zone côtière. Ainsi, les terres et les ressources naturelles qu'elles abritent sont majoritairement dévolues aux hommes, et rares sont les femmes qui possèdent des terres.

Une récente étude réalisée par Leila Emdon laisse toutefois présager une évolution des rôles assignés aux deux sexes dans certaines zones de l'ancien Transkei où les femmes s'adaptent aux mutations de leur contexte de vie. La création de la réserve naturelle/aire marine protégée (AMP) d'Hluleka, qui a conduit à la délimitation d'une zone de réserve intégrale à terre et en mer, a eu pour effet d'aggraver l'insécurité alimentaire et la précarité des moyens de subsistance des communautés d'Hluleka. En dehors de la zone protégée, les ressources agricoles ont périçité en raison de l'exacerbation de la pauvreté et de changements environnementaux tels que l'insuffisance des pluies, ce qui rend ces communautés encore plus dépendantes de la pêche. Les hommes d'Hluleka ont toujours été les soutiens de famille, mais depuis la mise en place par l'État de prestations sociales (telles qu'allocations familiales et retraites) aux personnes ayant un revenu annuel inférieur

<sup>1</sup> Environmental Evaluation Unit, University of Cape Town, Afrique du Sud. Courriel : phililembatha87@gmail.com

à 38 400 rands (3 728 USD), les femmes sont devenues les bénéficiaires, ce qui a modifié la donne. En effet, les prestations sociales sont devenues la première source de revenus mensuels pour de nombreux ménages. On pourrait penser que les allocations familiales ne représentent pas grand-chose, mais il est étonnant de voir combien ce petit apport a bouleversé les rôles traditionnels en donnant aux femmes de nouvelles possibilités d'améliorer leur subsistance au moyen d'activités telles que la construction de logements, la fabrication de produits artisanaux et un petit commerce entre elles. Les hommes n'ont plus que la pêche qui devient de plus en plus malaisée depuis la création de la réserve intégrale au sein de l'AMP. Certaines femmes disent même qu'elles ne voient plus l'intérêt de se marier parce que les prestations sociales leur ont donné leur indépendance.

Au Mozambique où ces aides sociales n'existent pas, les femmes sont de plus en plus tributaires de la pêche et du tourisme si elles veulent gagner un peu d'argent. Dans une étude de 2011, Mayra Pereira a toutefois montré que le développement du tourisme pèse sur les stocks halieutiques auxquels les villageois ont accès, d'où une raréfaction des ressources. Par conséquent, les touristes sont moins enclins à acheter les produits locaux de la pêche dont le prix a augmenté. La pression exercée par le tourisme sur les ressources halieutiques locales va à son tour aggraver la précarité des moyens de subsistance des femmes.